

Entre le Tessin et la Suisse – un Polentagraben ?

René Levy¹

Une frontière entre le Tessin et le reste de la Suisse ?

Les séparations linguistique et topographique (« barrière des alpes ») sont deux facteurs distinctifs dotés d'une certaine évidence sur le plan de l'expérience quotidienne qui pourrait déjà justifier de parler d'une frontière spécifique qui sépare le Tessin de la Suisse « cisalpine ». Mais cette frontière entre le Tessin et le reste de la Suisse, serait-elle socialement plus épaisse, par exemple sur le plan des représentations ? Sous l'angle de la structure politico-administrative avec tout ce qui en dépend (p.ex. une partie importante de la fiscalité, le système de formation, celui de la santé), on pourrait penser que le fédéralisme très prononcé de la Suisse dilue la portée de clivages qui peuvent constituer des groupes de cantons, opposés par des intérêts et des orientations divergentes, en poussant plutôt à un individualisme cantonal. Ce système donne aux cantons une autonomie forte qui doit renforcer, du point de vue structurel, une différenciation plutôt horizontale que verticale (p.ex. cantons riches vs. pauvres) ou systémique (niveau cantonal vs. niveau fédéral) et plus particulièrement une singularisation de chaque canton. Le fédéralisme devrait donc favoriser une structuration en termes de différences, d'identités locales ou régionales et moins, par exemple, en termes d'inégalités, d'inaccessibilité de biens sociaux, ou encore d'appartenances collectives (cantons catholiques vs. protestants, cantons germano- vs. franco- ou italophones) au niveau des cantons. D'ailleurs, dans la mesure où le Tessin est le seul canton italophone, le critère linguistique est pour lui également un élément qui le singularise alors qu'il tend plutôt à regrouper et distinguer collectivement les autres cantons.

¹ Professeur honoraire de sociologie à l'Université de Lausanne, conseiller scientifique de Point de Suisse. Avec mes remerciements à Olivier Moeschler, Oscar Mazzoleni et Sil Schmid pour leurs réactions aux versions antérieures de ce texte.

² On souligne parfois la proximité, aussi historique, des fédéralismes suisses et étatsunisiens. Une différence majeure les distingue cependant : aux Etats Unis (comme au Canada), par défaut, les compétences résiduelles, non (encore) définies par lois et constitutions, vont au niveau central alors qu'en Suisse, elles vont au niveaux cantonal ou communal.

³ Sans vouloir oublier les vallées italophones du canton des Grisons (dont la Mesolcina en particulier est probablement plutôt « tessinoise » d'un point de vue social et aussi économique.

Ces éléments appellent une réflexion plus générale, en termes de clivage linguistique et de sa pertinence vis-à-vis d'autres clivages. Les analyses socio-politiques de la Suisse ont depuis longtemps dirigé leur attention sur les diverses lignes de conflit (potentiel) qui structurent sa vie politique (Kerr 1974, Deutsch 1976, Kriesi 1995, Linder 1999). Certains auteurs ont considéré que la Suisse est un exemple de clivages multiples qui s'entrecroisent au lieu de coïncider, à quoi serait dû une certaine modération des conflits d'intérêts (Deutsch 1976). Les analyses des votations fédérales démontrent que la pertinence mobilisatrice des clivages varie en fonction du sujet dont il est question, mais on constate une certaine augmentation de l'importance du clivage linguistique depuis les années 1990, également de celui qui oppose villes et campagnes, et ce notamment aux dépens des clivages confessionnel et gauche/droite (Kriesi 1995, Sciarini & Tresch 2014). L'analyse est complexifiée par certaines corrélations ; ainsi les clivages apparemment linguistique ou ville-campagne cachent souvent l'axe gauche-droite, et cette corrélation peut changer au cours du temps. Notamment, à la fin du 19^e siècle, les cantons suisse-allemands votaient tendanciellement à gauche, les cantons romands à droite, alors qu'un siècle plus tard cette corrélation s'est inversée et ce sont désormais les cantons romands qui votent davantage à gauche (Linder et al. 2008).

Laissons pour l'instant ouvert dans quelle mesure le Tessin se singularise des autres cantons par une configuration particulière de positions dans ce système de clivages multiples et seulement très partiellement corrélés. Dans la perspective de nourrir cette interrogation et sur la base d'une enquête récente, la présente contribution va s'intéresser plus spécifiquement à l'existence d'une particularité tessinoise sur le plan des orientations et représentations ayant cours dans la population.

L'image de la Suisse auprès de ses habitant·e·s et position tessinoise

Lors de l'Exposition nationale en 1964 à Lausanne, un Gulliver géant en carton pâte invitait les visiteuses et visiteurs à répondre à un questionnaire sur leur vision de la

· La stratification sociale est une autre dimension majeure qui entre en « concurrence » avec les clivages discutés ici (un des premiers à réfléchir en ces termes sur une base empirique était Boltanski, 1966). Nous n'en tenons pas compte pour la seule raison qu'elle est surtout pertinente dans la comparaison interindividuelle alors que l'intérêt de cette contribution se porte avant tout à la comparaison intercantonale.

Suisse et d'eux-mêmes. 50 ans plus tard, l'enquête "Point de Suisse" a repris cet exercice. En juin 2014, un échantillon de 1000 personnes, représentatif de la population du pays, a été prié de répondre à quelques 25 questions qui touchent à un large éventail de préoccupations et représentations concernant la Suisse d'aujourd'hui. Une description détaillée de l'enquête et ses résultats principaux (échantillon, questionnaire, distribution des réponses par question) sont documentés sur le site www.pointdesuisse.ch que nous nous bornons à signaler ici.

Encouragé par les premiers résultats (Levy & Moeschler 2014), un regard plus attentif fait apparaître que les répondants tessinois se distinguent souvent du reste de la Suisse. Même si la partie tessinoise de l'échantillon ne compte qu'une centaine d'interviews (ce qui correspond à une surpondération du simple au double par rapport à sa part dans la population entière, compensée dans l'analyse par pondération), les différences sont suffisamment cohérentes pour les prendre au sérieux. Elles ne permettent pas de savoir si la population tessinoise se voit elle-même comme une entité à part (cela semble être le cas au moins dans une partie des média tessinois), mais elles font ressortir une série de particularités d'appréciation qui indiquent une différence tessinoise.

Quelles sont les qualités d'un « bon Suisse » ?

Comme Gulliver, Point de Suisse a demandé aux répondants ce qui fait, à leurs yeux, un « bon Suisse ». Les réponses (fig. 1) montrent, en 2014, un certain détachement par rapport aux clichés et une attitude plus détendue qu'il y a 50 ans. On peut désormais sans problème être un bon Suisse et ne parler qu'une seule langue nationale (80% le pensent) ou être naturalisé (80%), ne pas chanter l'hymne national (75%), ne

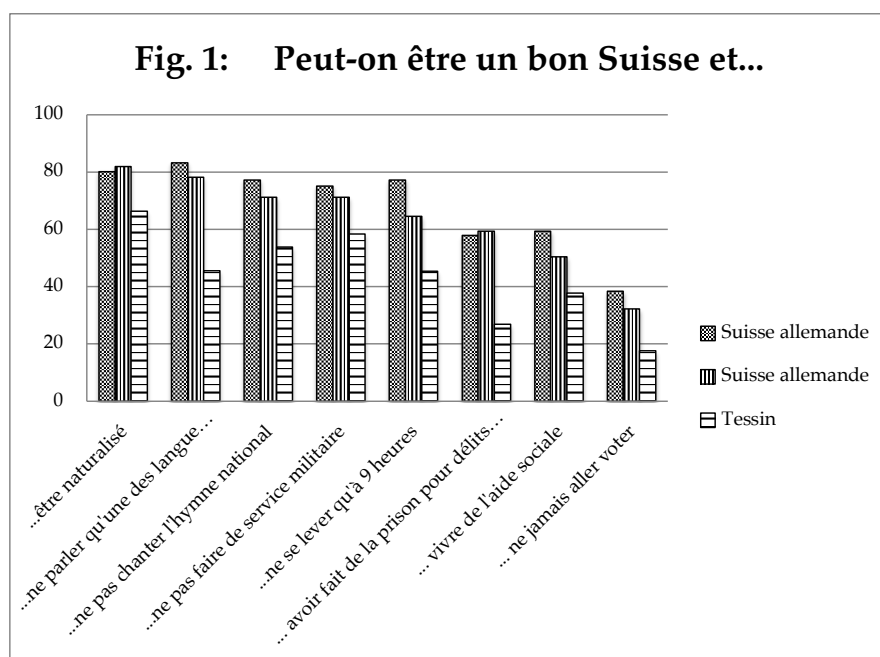
¹ Cette « enquête participante » fut d'ailleurs un enjeu politique révélateur de l'époque, mais qui ne peut pas être traité ici (Levy 2000, Vuille-Mondada 2014).

² La plupart des questions demandaient de répondre séparément à plusieurs items si bien que techniquement parlant, il s'agit plutôt de quelques 170 questions qui étaient posées.

³ Le sous-échantillon tessinois peut supporter une comparaison entre le Tessin (plus exactement la partie italophone de la Suisse) et d'autres segments, mais il n'autorise pas de faire des analyses qui le concerneraient exclusivement. Si on parle ici de Tessinois, il s'agit en fait des personnes qui ont répondu à l'enquête en italien. Cependant, la coïncidence entre habiter au Tessin et répondre en italien est tellement prononcée (96% des répondants italophones vivent au Tessin) que cette substitution n'est pas problématique au niveau des résultats et de leur interprétation en ces termes. La proportion de personnes habitant au Tessin mais originaires d'ailleurs est probablement plus élevée dans notre échantillon, mais ne met pas vraiment en question l'interprétation des résultats en termes de « réponses tessinoises ».

pas faire de service militaire (73%) et, même, se lever seulement à 9 heures du matin (73%)... On peut encore l'être – tout juste – en ayant fait de la prison pour un délit mineur (57%) ou en vivant de l'aide sociale (56%). Seul le fait de ne jamais aller voter recueille – comme en 1964 – un taux d'acceptation modeste (36%), signalant une norme civique répandue et persistante : pour l'ensemble de la population, le « bon Suisse » se mesure dorénavant surtout à l'aune de son engagement citoyen.

Les réponses à cette question ne montrent pratiquement aucune différence notable entre la Suisse romande et la Suisse alémanique, mais une différence marquée entre ces deux régions linguistiques et la Suisse italienne. Les réponses tessinoises vont dans le sens d'un plus fort attachement à ce que l'on pourrait appeler une vision de conformité bourgeoise de ce qui fait la suissitude. La tolérance face à des tendances « déviantes » par rapport aux normes de bienséance helvétiques traditionnelles semble franchement moins prononcée au Tessin que dans le reste de la Suisse. Le fameux Röstigraben, si cher aux média romands, ne s'exprime nullement dans ces réponses, mais y aurait-il un Polentagraben qui distingue le Tessin du reste de la Suisse ?



Un Tessin qui compte particulièrement sur les institutions nationales

Une autre question sondait la confiance à l'égard d'une série assez variée d'institutions. Les réponses à cette question font apparaître qu'en général, la population semble être plutôt réservée envers la grande économie (représentée par ABB, UBS, WEF, en partie peut-être aussi par les USA, avec des taux de confiance entre 35% et 55%) alors que les institutions nationales bénéficient d'une confiance marquée (CFF, PTT et le franc suisse recueillent des taux de confiance entre 70% et 92%). Cette distinction entre des institutions économiques internationalisées et des institutions à caractère national ressort, elle aussi, passablement plus marquée dans le Tessin où deux des trois institutions nationales (CFF et PTT, contrairement au franc) reçoivent plus d'appréciations positives que dans le reste du pays alors que pour les entreprises internationales le tableau est moins clair. Par ailleurs, elle semble exprimer une évaluation nettement plus positive de ce qui se passe en Suisse qu'à l'extérieur, en cohérence avec des attitudes de méfiance envers les étrangers et peut-être plus généralement de ce qui est étranger que nous verrons un peu plus loin.

Dans le même ordre d'idées, les Tessinois, davantage que le reste du pays, font appel à l'Etat pour garantir le cadre de vie concernant une série de tâches (défendre le pays et ses frontières, protéger la population contre les intempéries, protéger les données, protéger la population contre les accidents nucléaires, mais aussi assurer la subsistance). De même, ils sont particulièrement nombreux à soutenir l'école dans tous les buts qu'elle peut poursuivre (transmettre une éducation générale, exercer et sauvegarder les traditions, favoriser la réflexion critique, éduquer pour devenir des citoyens conscients de leur devoir, préparer à un monde hautement technologique, encourager la tolérance et le vivre ensemble, développer la motivation à l'efficacité). L'armée aussi leur tient plus à cœur qu'aux autres régions du pays. N'oublions pas que l'armée, les CFF et les PTT comptaient longtemps parmi les plus grands employeurs du canton et le sont en partie encore maintenant.

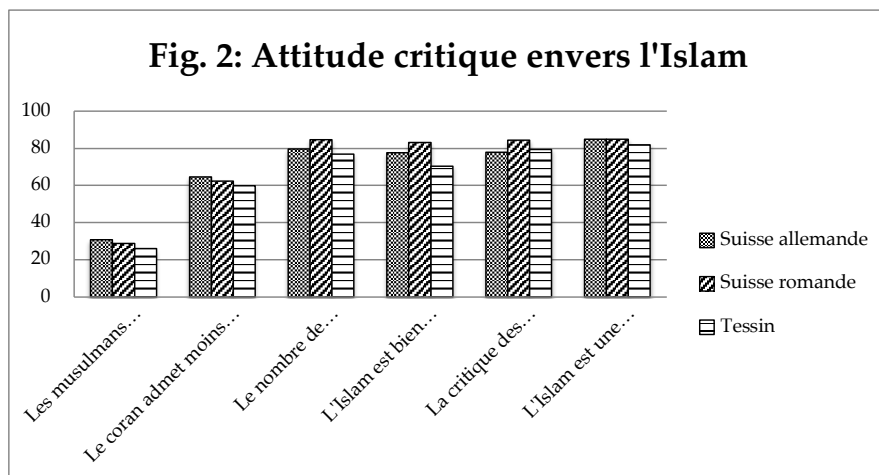
* Sur l'importance des CFF et plus particulièrement leur atelier de réparation (Officine FFS) à Bellinzona depuis l'ouverture de la ligne du Gothard en 1882, voir Gschwend 2015.

Un Tessin plus social, mais plus sévère envers les oubliés du monde du travail

Les réponses tessinoises sont plus sévères envers les chômeurs qui devraient, selon elles, être davantage obligés à accepter n'importe quel travail. Elles sont d'ailleurs également plus répressives à l'égard d'autres formes de « déviance » dont on pourrait dire qu'elles relèvent d'une composante morale particulièrement prononcée, comme la prostitution, la clientèle de cette dernière, ou la pédophilie. En même temps cependant, elles sont plus ouvertes envers un assouplissement des conditions de travail : ils trouvent plus souvent que les autres qu'on devrait réduire le nombre d'heures de travail officiel et flexibiliser l'âge de la retraite. Ils sont aussi davantage favorables à l'utilisation sociale de l'impôt, c'est à dire pour la formation, la protection de l'environnement, la prise en charge d'enfants, la coopération au développement, la culture et les programmes d'intégration pour étrangers car ils sont plus nombreux que le reste de la population suisse à être d'accord de payer plus d'impôts si l'argent était utilisé pour ces objectifs.

Un Tessin plus inquiet par la présence des étrangers

Les Tessinois ne répondent pas systématiquement de manière plus xénophobe que les autres régions linguistiques et se montrent tendanciellement un peu plus ouverts envers l'Islam (fig. 2). Par contre, ils et elles sont plus réservé-e-s concernant l'idée de faciliter la naturalisation des étrangers contre laquelle ils seraient plus nombreux à vouloir recourir à l'initiative ou au référendum. Peut-être étonnamment, ils sont un peu plus nombreux à envisager positivement l'annexion hypothétique de la Lombardie et de la Valteline alors qu'ils sont encore un peu moins nombreux que le reste de la population à souhaiter l'entrée de la Suisse à l'Union européenne.

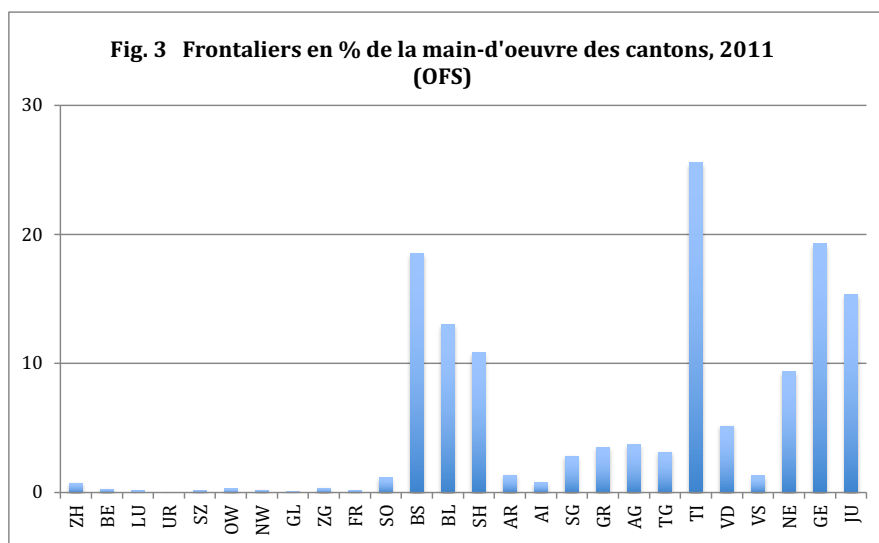


Certains éléments donnent à penser que dans leur ensemble, ces résultats expriment moins une attitude défensive à caractère émotionnel qu'une évaluation réfléchie de la situation vécue. Notamment, le Tessin connaît une proportion particulièrement élevée d'habitants immigrés d'autres cantons et d'autres pays, et cela depuis plus récemment qu'ailleurs en Suisse. Ainsi, à peine la moitié des Tessinois indiquent être nés avec la nationalité suisse (48%, contre 75% dans le reste du pays) et ils sont particulièrement nombreux à compter des immigrés parmi leurs grands-parents (les quatre grands-parents étaient suisses pour 28% seulement, alors que cette proportion est de 47% dans l'ensemble de la population). De plus, la proportion de frontaliers dans la main d'oeuvre cantonale est particulièrement élevée, : avec 25.6%, le Tessin devance Genève qui tient la deuxième place alors que la moyenne suisse est de 5.7% (fig. 3, chiffres de OFS de 2013). Selon le PIB par habitant, le Tessin tient une place parmi les cantons les moins riches du pays tout en restant clairement mieux loti que le « dernier » traditionnel (Uri). Par contre, [le niveau général des revenus dans le secteur privé au Tessin est le plus bas de toutes les régions \(Strub & Stocker 2010\). Il n'est dès lors que conséquent que l'indice Gini du Tessin](#) est le quatrième le plus éle-

Supprimé: son

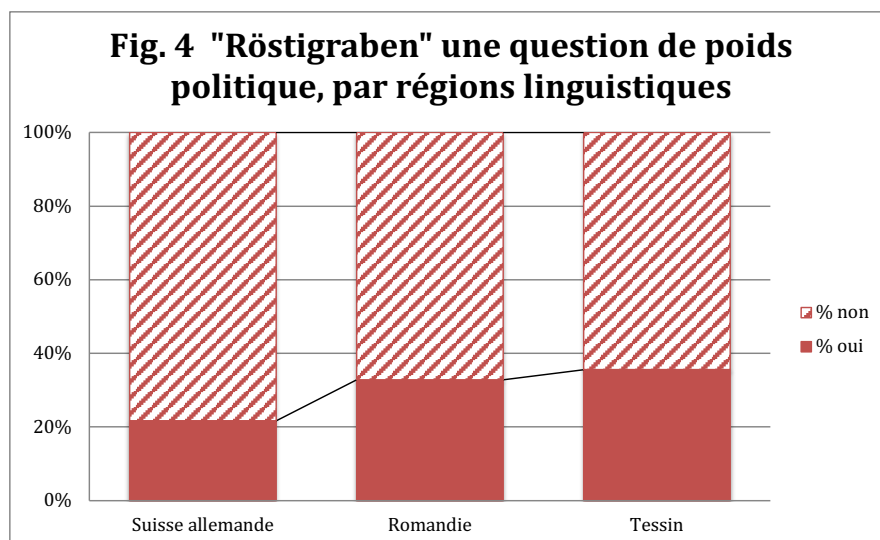
· Le 11^e rapport du Seco (2015) sur les effets de la libre circulation des personnes fournit une discussion détaillée des études qui cherchent à cerner l'effet de la présence de frontaliers sur l'emploi et les salaires. Les résultats de ces études sont divers, souvent même contradictoires, certains confirmant un effet de pression sur les salaires et l'emploi endogène, d'autres au contraire un effet de renforcement. Ces études portent le plus souvent sur toute la Suisse et non sur le Tessin en particulier, ce qui laisse planer un doute sur leur pertinence pour la situation de cette région précise qui, comme d'autres, a vu augmenter son taux de chômage en même temps que le taux de frontaliers a, lui aussi, progressé (Seco 2015 : 7, 82). Avec prudence, le Seco constate tout de même que « on ne saurait exclure le fait que la forte immigration de frontaliers au Tessin exerce une certaine pression sur les salaires » (p. 114).

vé derrière Zoug, Schwyz et Nidwald, et le revenu d'équivalence moyen y est nettement plus élevé que la valeur médiane, ce qui indique une distribution des revenus individuels assez polarisée. Si la pauvreté endémique à large échelle, longtemps traditionnelle dans le Tessin, semble appartenir à l'histoire, elle n'a pas disparu et la financière semble y rester particulièrement problématique pour une grande partie de la population que dans d'autres cantons (Bundesrat 2014). C'est probablement dans cette optique qu'il faut placer le résultat que certaines professions à bas prestige sont moins refusées comme options personnelle au Tessin que dans le reste de la Suisse, notamment la vente par téléphone, la construction et l'ébouage. Dans une même logique, la proportion de ceux qui se sentent parfois ou même souvent défavorisés à cause de leur revenu est plus élevée au Tessin qu'ailleurs en Suisse. L'expérience de la pauvreté ou au moins sa menace, qu'elle soit personnelle ou présente dans le réseau de connaissances proches, semble donc d'une actualité prononcée dans ce canton, pourtant vu dans le reste du pays comme un endroit où la vie est particulièrement douce.



Le Röstigraben vu de part et d'autre

Y a-t-il, en Suisse, un Röstigraben ? Nous avons vu qu'il ne ressort pas souvent sous forme d'une différence « objective » systématique des réponses, surtout pas par rapport à la question sur ce qui fait un « bon Suisse ». Néanmoins, il s'agit là d'une grille de lecture « subjective » assez populaire puisque une forte majorité des répondants pense qu'un tel fossé existe : quand on leur demande ce qu'il faut faire pour supprimer le Röstigraben, seul 22% estiment que la question n'est pas pertinente parce qu'il n'existe pas ; trois quarts (78%) pensent donc qu'il existe bel et bien. Parmi les solutions proposées, la promotion des langues nationales à l'école recueille, en tête, quatre suffrages sur dix. En deuxième position, on trouve la proposition d'accorder plus de poids aux deux régions latines au niveau de la Confédération.



Cependant, le soutien à cette idée, plus politique, est nuancé: seulement 22% parmi les Alémaniques, mais un tiers chez les Romands (33%) et les Tessinois (35%) la choisissent (fig. 4). Par contre, des mesures purement symboliques comme introduire une seule langue officielle ou un nouvel hymne national dans les quatre langues du pays ne semblent pas pertinentes à la grande majorité des répondants, elles ne recueillent que quelques pourcents. Aux yeux de la majorité suisse-allemande, le Röstigraben apparaît donc être essentiellement comme une question de maîtrise de langues alors que pour les minorités latines il s'agit presque autant d'un problème de représenta-

tion politique trop inégale. On peut voir dans cette différence de perspective une expression de l'observation plus générale que les discriminés développent une perception plus aigüe de la discrimination que les privilégiés.²⁸ Cette perception semble aussi inclure plus facilement la dimension structurelle des rapports de pouvoir.

Derrière le Röstigraben – un Polentagraben?

Dans les médias et parmi les politiciens, surtout en Suisse romande, on invoque volontiers l'idée d'une communauté linguistique et culturelle « latine » qui regrouperait les romands et les tessinois.²⁹ Les différences et ressemblances que montre la fig. 4 correspondent à cette idée, les Romands et les Tessinois choisissant clairement plus souvent que les Alémaniques une réponse politique et non seulement linguistique (donc culturelle). D'autres différences cependant – et elles sont plus nombreuses dans cette enquête – indiquent l'existence d'un Polentagraben, c'est à dire une vision distinctivement tessinoise de la Suisse, aussi peu partagée avec la Suisse romande qu'avec la Suisse allemande, à l'instar des réponses à la question du « Bon Suisse » (fig. 1).³⁰

Une particularité de l'orientation politique tessinoise ressort également des analyses de Linder et al. (2008) portant sur les résultats par districts des plus de 500 votations fédérales qui ont eu lieu depuis l'introduction du référendum facultatif (1874-2006). Trois axes ou polarités apparaissent qui structurent la distribution des refus ou acceptations et qui constituent en quelque sorte l'architecture des opinions politiques régionales telles qu'elles s'expriment lors des votations, tous sujets confondus : une polarité définie par l'opposition entre protection de l'environnement et libertés individuelles, une deuxième entre fermeture conservatrice et ouverture « libertaire », et une troisième, plus classique, entre droite et gauche. Le Tessin combine un position-

²⁸ On trouve d'ailleurs une différence analogue concernant la discrimination des femmes, même si elle est très mince: 5% des répondants disent qu'ils supprimeraient le droit de vote des femmes – donc l'égalité des droits politiques – de l'histoire suisse s'ils en avaient le pouvoir contre 1% des répondantes.

²⁹ L'association Helvetia latina vise explicitement à renforcer dans le fonctionnement de la Confédération la prise en considération des trois langues latines enracinées en Suisse. Contrairement à elle, la majeure partie des romands n'est probablement même pas consciente que théoriquement, ce terme est assez vaste pour recouvrir aussi les Romanches qui ne sont guère inclus dans l'idée qu'ils se font couramment de cette latinité suisse.

³⁰ Des analyses semblables, mais moins approfondies d'autres auteurs ont aussi produit des résultats similaires (Kriesi 1996, Herrmann & Leuthold 2003).

nement relativement écologiste par rapport au premier axe et une orientation plutôt conservatrice par rapport au deuxième avec des préférences situées à gauche en termes du troisième. Cela représente une constellation assez unique comparativement aux autres régions. L'orientation à gauche s'est développée progressivement à partir d'un départ à droite dans la période 1874-1906 pour atteindre un maximum 1977-1996, suivi d'un certain affaiblissement dans la période suivante, 1997-2006 (la dernière considérée dans l'analyse de ces auteurs).

Comment interpréter les différences relativement importantes qui singularisent le Tessin par rapport aux deux autres régions linguistiques ? Osons y répondre malgré le caractère quelque peu spéculatif de cet exercice.

Pourrait-on dire que le Tessin se singularise par une sorte de sur-suissitude ? Peut-être parce qu'il se sent à la fois plus exposé aux étrangers, surtout aux frontaliers, et moins écouté à l'interne ? Cette tendance, serait-elle – paradoxe apparent – renforcée par le fait qu'une proportion particulièrement élevée des Tessinois et Tessinoises ressortent eux-mêmes de l'immigration et ressentent de ce fait un besoin augmenté d'affirmer leur attachement national ? La constellation d'attitudes politiques qui ressort des analyses des votations (Linder et al. 2008) et qui combine conservatisme, écologie et orientation de gauche (Etat social etc.), correspond-elle à une attitude défensive généralisée, par exemple face à la globalisation dont une partie importante de la population se sentirait plutôt menacée que favorisée ? Ou, formulé plus brutalement, la population tessinoise se voit-elle davantage du côté des perdants de la vague actuelle de « modernisation » que du côté des gagnants ? Outre la forte présence d'immigrés dans sa population et dans sa main d'oeuvre, les Tessinois peuvent avoir d'autres raisons de se sentir marginalisés dans leur pays, raisons symboliques, mais aussi structurelles qui sont souvent thématiques dans le canton. Il n'y a plus depuis des années de conseiller fédéral tessinois. De même, la faible activité de traduction des documents de la Confédération en français et à plus forte raison en italien est régulièrement déplorée. Sans parler de la colonisation du canton par des züchchin...[»] A ces aspects particulièrement visibles s'ajoute le fait, très important, que les répondants tessinois ont un niveau de revenu plus bas que le reste du pays. La couverture du minimum vital y est d'ailleurs jugée comme une tâche importante de la Suisse par 61% des personnes, contre un peu plus de 40% dans les deux autres régions linguis-

[»] Sobriquet tessinois pour les Suisses-allemands et par extension pour les germanophones.

tiques. Une hypothèse qui pourrait s'ajouter à cette réflexion serait qu'une transformation sociale plus abrupte par un changement structurel (notamment la financierisation de l'économie cantonale qui coïncide avec une relative désindustrialisation et qui n'a probablement pas entièrement absorbé le traumatisme de la récession du début des années 1990, particulièrement fort au Tessin) peut avoir contribué à un repli identitaire général qui combine les deux composantes d'une attente d'aide fédérale accrue de « Berne » et d'une distanciation de l'Italie proche (Lombardie). On pourrait interpréter dans ce sens identitaire le fait qu'au sujet de la question de savoir par qui ou quoi on se sent particulièrement « porté » dans la vie, les répondants tessinois citent moins les amis, mais davantage la foi et les convictions que les autres.

Autant d'éléments susceptibles d'expliquer ce « fossé » entre les représentations exprimées au Tessin et ailleurs dans le pays, fossé jusqu'alors peu thématiqué au nord du Gothard. Ces éléments peuvent d'ailleurs contribuer à l'explication du soutien élevé à la Lega, un parti politique uniquement tessinois, programmatiquement pourtant proche de l'UDC, mais à la différence particulièrement significative que le discours de l'UDC vit fortement de la méfiance généralisée à l'égard de la « classe politique » en Suisse alors que celle-ci bénéficie d'une confiance apparemment solide au Tessin.

Que l'on accepte le terme journalistique de « Polentagraben » ou non, une série d'indices démontrent effectivement une différence entre le Tessin et les autres régions de la Suisse, du moins au niveau des représentations et des préférences politiques. Elle n'apparaît pas comme un phénomène purement culturel, voire idéologique, mais s'appuie sur des situations concrètes, vécues par une partie significative de la population régionale, mais peu partagées avec le reste de la population suisse. Une interprétation structurelle de cette particularité tessinoise s'impose donc. Deux approches au moins peuvent être envisagées qui ne se contredisent pas, mais se complètent plutôt. L'une se base sur l'idée d'une stratification intercantonale, quelque peu analogue à la stratification interindividuelle ou internationale (Schaltegger & Gorgas 2011, Hermann et al. 2005, Hoby & Schindler 1972). L'autre se sert du modèle centre-périphérie (Mazzoleni & Pilotti 2015, Schuler & Nef 1983).

La première de ces perspectives mène à considérer le positionnement des cantons dans le système intercantonal et fédéral par rapport à leur richesse respective ainsi que leurs mobilités (« développement », « croissance » etc.) à cet égard. Dans cette perspective, on constate d'abord que le Tessin ne figure pas parmi les cantons les

plus pauvres de la Suisse, par exemple selon le produit cantonal par habitant, mais juste un peu au dessus, en quelque sorte en tête des cantons comparativement pauvres. La forte présence d'immigrés et de touristes en grande partie plutôt aisés venant d'autres cantons (et bien entendu d'autres pays) rend probablement ce positionnement plus visible et plus problématique pour les habitants du canton que dans d'autres régions comparables du pays. Cette problématique peut être exacerbée par un développement de l'économie régionale qui menace la région d'une détérioration de son positionnement (mobilité descendante) après sa participation favorable à l'essor des « 30 glorieuses » (1950-1975), menaces telles que l'impact de la récession du début des années 1990,¹⁴ plus généralement la tendance à la désindustrialisation depuis les années 1980, et plus récemment la mise en question du modèle d'affaire de l'industrie financière, quelque peu hypertrophiée au Tessin. Le constat d'un basculement des préférences politiques au Tessin entre une phase d'orientation plutôt à gauche et ouverte sur l'intégration de la Suisse dans son environnement international dans les années 1970 et 1980 vers une phase penchant à droite et marquée par le repli nationalitaire (années 1990 et suivantes – Linder et al. 2008, Mazzoleni & Pilotti 2015) correspond assez bien à une telle vision.¹⁵

La perspective centre-périphérie, remontant à Rokkan (Lipset & Rokkan 1967) et Galtung (1971) et reprise sur le plan international par Wallerstein (1974), pourrait être interprétée sur le plan théorique comme version particulière du modèle précédent avec, pour reprendre l'exemple de Wallerstein, trois échelons dans un système de hiérarchie interrégionale, centre, semi-périphérie et périphérie. Une telle lecture serait cependant réductrice, notamment en supprimant la composante géographique du modèle tel que formulé par Rokkan. Cet aspect socio-géographique est particulièrement pertinent pour le Tessin dans sa position intermédiaire entre le système suisse et l'Italie proche avec surtout Milan comme pôle économique et social attractif. Des enquêtes montrent que cette position en sandwich – entre une Suisse à laquelle on s'identifie, mais par rapport à laquelle on occupe une position périphérique, à certains égards dépendante, et une Italie ou Lombardie par rapport à laquelle on appa-

¹⁴ D'après les chiffres de l'Ofs, le revenu cantonal du Tessin était en lente diminution entre 1960 et 1990 relativement aux autres cantons, mais il s'est réduit plus brutalement entre 1990 et 2000 (dans cette décennie, la valeur tessinoise exprimée en pour cent de la moyenne des cantons a baissé de 85.8% à 78.9%). Le Tessin est un des rares cantons à avoir connu une diminution des revenus réels bas et moyens et une augmentation des inégalités (2004-2010, Bundesrat 2014).

¹⁵ Le soutien politique à la Lega est particulièrement prononcé auprès des ouvriers non-qualifiés et des personnes qui se sentent menacées de tomber au chômage (Mazzoleni et al. 2011).

raît comme plutôt nanti et dont on se distancie explicitement – est bien présente dans les représentations tessinoises. Mazzoleni & Pilotti (2015) l’attribuent à leur tour à une position de double périphérie.

De telles perspectives de sociologie politique plus structurelle pourraient inspirer des études plus poussées, à l’instar de celle esquissée ici sur la base d’une enquête artistico-scientifique, pour vérifier de manière systématique ce genre d’interprétations.

Bibliographie

Boltanski, Luc, *Le bonheur suisse*. Editions de minuit, Paris 1966.

Bundesrat, *Verteilung des Wohlstands in der Schweiz*. Bericht des Bundesrates in Erfüllung des Postulats 10.4046 von Jacqueline Fehr vom 7.12.2010, Bern 2014.

Deutsch, Karl W., *Die Schweiz als ein paradigmatischer Fall politischer Integration*. Haupt, Bern 1976.

Galtung, Johan, *A Structural Theory of Imperialism*. *Journal of Peace Research* 1971, 8(2), 81-117.

Gschwend, Hanspeter, *Aufbruch. Die Officina, das Tessin und die Gotthardbahn*. NZZ Libro, Zürich 2015.

Hermann, Michael, Corinna Heye & Heiri Leuthold, *Soziokulturelle Unterschiede in der Schweiz. Vier Indizes zu räumlichen Disparitäten, 1990-2000*. Bundesamt für Statistik, Neuchâtel 2005.

Herrmann, Michael & Heiri Leuthold, *Atlas der politischen Landschaften : ein weltanschauliches Porträt der Schweiz*. VDF, Zürich 2003.

Hoby, Jean-Pierre & Brigitte Schindler, *Centralized and Decentralized Development of National Subunits : Switzerland*. in : Peter Heintz (ed.), *A Macrosociological Theory of Societal Systems* : 1. Huber, Bern 1972, 170-194.

Kerr, Henry H., *Switzerland : Social Cleavages and Partisan Conflict*. Sage, London 1974.

- Kriesi, Hanspeter, *Le système politique suisse*. Economica, Paris 1995.
- Kriesi, Hanspeter, Boris Wernli, Pascal Sciarini & Matteo Gianni, *Le clivage linguistique. Problèmes de compréhension entre les communautés linguistiques en Suisse*. Bundesamt für Statistik, Bern 1996.
- Levy, René, *Gulliver et la politique*. *Mémoire vive, Pages d'histoire lausannoise* 2000, 9, 24-29.
- Levy, René & Olivier Moeschler, *Point de Suisse(s)? Quand Gulliver réinterroge les Helvètes en 2014*, 68-77. in : Johannes M. Hedinger (Hrsg.), *Point de Suisse*. St. Gallen 2014, ainsi que <http://www.pointdesuisse.ch/fr/analysen/>
- Linder, Wolf, *Schweizerische Demokratie. Institutionen, Prozesse, Perspektiven*. Haupt, Bern 1999.
- Linder, Wolf, Regula Zürcher & Christian Bolliger, *Gespaltene Schweiz - geeinte Schweiz. Gesellschaftliche Spaltungen und Konkordanz bei den Volksabstimmungen seit 1874. hier + jetzt*, Baden 2008.
- Lipset, Seymour Martin & Stein Rokkan, *Party systems and voter alignments: cross-national perspectives*. Free Press, New York 1967.
- Mazzoleni, Oscar & Andrea Pilotti, *The Outcry of the Periphery? An Analysis of Ticino's No to Immigration*. *Swiss Political Science Review* 2015, 21(1), 63-75.
- Murphy, Raymond, *Social Closure: The Theory of Monopolization and Exclusion*. Clarendon Press, Oxford 1988.
- Parkin, Frank, *Strategies of Social Closure in Class Formation*. in: Frank Parkin (ed.), *The Social Analysis of Class Structure*. Tavistock, London 1974, 1-18.
- PNR 60, *Egalité entre hommes et femmes. Résultats et impulsions, rapport de synthèse*. Fonds national suisse de la recherche scientifique, Berne 2014.
- Schaltegger, Christoph A. & Christoph Gorgas, *The Evolution of Top Incomes in Switzerland over the 20th Century*. *Schweizerische Zeitschrift für Volkswirtschaft und Statistik* 2011, 147(4), 479-519.

Schuler, Martin & Rolf Nef, Räumliche Typologien des Zentren-Peripherien-Musters. Schweizerischer Nationalfonds (NFP 5, Arbeitsbericht 35), Bern 1983.

Sciarini, Pascal & Anke Tresch, Votations populaires. in : Peter Knoepfel, Yannis Papadopoulos, Pascal Sciarini, Adrian Vatter & Silja Häusermann (Hrsg.), Handbuch der Schweizer Politik / Manuel de la politique suisse. NZZ-Verlag, Zürich 2014, 497-524.

[Strub, Silvia & Désirée Stocker, Analyse der Löhne von Frauen und Männern anhand der Lohnstrukturerhebung 2008. Büro BASS, Bern 2010.](#)

Vuille-Mondada, Elena, Chronique de l'affaire Gulliver. in : Johannes M. Hedinger (Hrsg.), Point de Suisse. St. Gallen 2014, 81-83.

Wallerstein, Immanuel, The Modern World System, I. Capitalist Agriculture and the Origins of the European World-Economy in the Sixteenth Century. University of California Press, Berkeley 1974 (et trois volumes suivants).

Weber, Max, Wirtschaft und Gesellschaft. Mohr, Tübingen 1918.